

BENITO MUSSOLINI

QUATRE DISCOURS
POUR L'ÉTAT
CORPORATIF

L. D. S.

POUR L'ÉTAT CORPORATIF

14 novembre 1933-XII

Ce discours, prononcé à Rome, à l'assemblée générale du Conseil National des Corporations, le 14 novembre 1933, marque le commencement de la phase résolutive, plus radicalement innovatrice, de la politique corporative du Fascisme. Il fixe au concept fasciste ses limites claires et définitives; il pose et résout les problèmes fondamentaux relatifs au caractère corporatif de l'État, aux fonctions législatives de la Corporation et aux facteurs éthiques du Corporatisme fasciste. Dans la séance précédente, le Chef du Gouvernement avait lu la déclaration suivante, se réservant de l'illustrer le jour après:

« Le Conseil national des Corporations:

« définit les Corporations comme l'instrument qui sous l'égide de l'État, réalise la discipline intégrale, organique et unitaire des forces productives, en vue du développement de la richesse, de la puissance politique et du bien-être du peuple italien;

« déclare que le nombre des corporations à constituer pour les grandes branches de la production doit être, en principe, adéquat aux nécessités réelles de l'économie nationale;

« établit que l'état-major de la corporation doit comprendre les représentants des administrations de l'État, du Parti, du capital, du travail et de la technique;

« assigne comme tâches spécifiques aux corporations, celles de conciliation, de consultation, obligatoires dans les problèmes de plus grande importance, et, par l'intermédiaire du Conseil national des corporations, celle d'édicter des lois régulatrices de l'activité économique de la Nation;

« s'en remet à la décision du Grand Conseil du Fascisme pour les développements ultérieurs, en sens politique et constitutionnel qui devront se produire comme conséquence de la constitution effective et du fonctionnement pratique des corporations ».

Le discours suivant est l'illustration de la déclaration ci-dessus: il marque un point de départ fondamental dans le développement de l'État Corporatif, et a la valeur historique d'une base essentielle pour la connaissance de la pensée et du devenir fascistes:

Les applaudissements qui ont accueilli hier soir la lecture de mes déclarations m'ont amené à me demander si c'était la peine de faire un discours pour illustrer un document qui est allé tout droit à votre intelligence, qui a interprété vos convictions et a touché votre sensibilité révolutionnaire.

Cependant, il est peut-être intéressant de savoir par quelle suite de méditations, de préoccupations, je suis arrivé à formuler ces déclarations.

Mais tout d'abord, je veux féliciter cette Assemblée et lui dire ma satisfaction pour les discussions qu'elle a soutenues.

Il faut avoir l'esprit borné pour s'étonner des divergences qui se sont déterminées à cette occasion et des nuances que l'on a aperçues. Tout cela est inévitable, je voudrais même dire nécessaire.

Où il y a harmonie, il y a harmonie, il n'y a pas cacophonie.

Et, quand on discute un problème aussi délicat que celui d'aujourd'hui, il est parfaitement logique et inévitable que chacun y porte non seulement sa préparation doctrinale, non seulement son état d'âme, mais aussi son tempérament personnel.

Le plus abstrait des philosophes, le plus transcendant des métaphysiciens ne peut ignorer ni exclure entièrement son tempérament personnel.

Vous vous rapellerez sans doute que le 16 octobre de l'an X devant les milliers de Hiérarches venus à Rome pour le Décennal et assemblés place de Venise, je demandai: cette crise qui nous tenaille depuis quatre ans — nous voilà dans la cinquième année depuis un mois — est-ce une crise « dans » le système ou bien une crise « du » système?

Demande grave et à laquelle on ne pouvait répondre immédiatement.

Pour y répondre, il faut réfléchir, réfléchir longuement et se documenter.

Aujourd'hui je réponds: la crise a pénétré si profondément dans le système qu'elle est devenue crise du système.

Ce n'est plus un trauma, c'est une maladie constitutionnelle.

Nous pouvons affirmer aujourd'hui que le mode de production capitaliste est dépassé et avec lui la théorie du libéralisme économique qui en a été l'illustration et l'apologie.

Je veux vous retracer à grands traits ce qu'a été l'histoire du capitalisme au siècle dernier, siècle du capitalisme, comme on pourrait le définir. Mais d'abord, qu'est-ce que c'est que le capitalisme? Il ne faut pas confondre capitalisme et bourgeoisie. La bourgeoisie est une autre chose. La bourgeoisie est comme une manière d'être qui peut être grande et petite, héroïque et plate.

Le capitalisme au contraire est un mode de production spécifique, c'est un mode de production industrielle.

Arrivé à sa plus parfaite expression, le capitalisme est un mode de production par masses, pour une consommation de la masse, financé en masse par l'émission du capital anonyme national et international. Le capitalisme est donc industriel et n'a pas eu de manifestations de grande portée dans le domaine agricole.

Je distinguerais trois périodes dans l'histoire du capitalisme: la période dynamique, la période statique, la période de la décadence.

La période dynamique est celle qui va de 1830 à 1870. Elle coïncide avec les premiers métiers à tisser mécaniques et avec l'apparition

de la locomotive. L'usine surgit alors. L'usine est la manifestation typique du capitalisme industriel, c'est l'époque où il y a de la marge et par conséquent la loi de la libre concurrence et la lutte de tous contre tous peuvent avoir leurs coudées franches. Il y a des blessés et des morts que la Croix Rouge ramassera. Même dans cette période il y a des crises, non des crises longues et universelles, mais des crises cycliques.

Le capitalisme a encore une telle vitalité, une telle force de récupération qu'il peut les surmonter brillamment. C'est l'époque où Louis-Philippe crie: « Enrichissez-vous! ». L'urbanisme se développe. Berlin qui comptait 100.000 habitants au commencement du siècle atteint alors le million. Paris de 560.000 au moment de la Révolution française approche lui aussi du million. Il en est de même de Londres et des villes d'outre Atlantique.

La sélection dans cette première période de vie du capitalisme est vraiment agissante. Il y a aussi des guerres. On ne peut les comparer à la Guerre mondiale que nous avons vécue. Ce sont des guerres de courte durée. La guerre italienne de 1848-49 dure quatre mois, la première année, quatre jours, la seconde; celle de 1859 dure quelques semaines. Et de même celle de 1866. Les guerres prussiennes ne sont guère plus longues. Celle de 1864 contre le Danemark dure quelques jours, la guerre contre l'Autriche en 1866 qui est une conséquence de la première dure aussi quelques jours et se termine à Sadowa. Même celle de 1870, avec les tragiques journées de Sedan ne dure pas plus de deux saisons.

Ces guerres, oserais-je dire, stimulent en un certain sens l'économie des Nations et en effet après moins de huit ans, en 1878, la France est de nouveau sur pied et peut organiser l'Exposition universelle, ce qui fit réfléchir Bismarck.

Ce qui se produisit en Amérique, nous ne l'appellerons pas héroïque. Nous devons réserver ce mot aux événements d'ordre exclusivement militaire, mais il est certain que la conquête du Far West est dure et fascinante et elle a eu ses risques et ses morts comme une grande conquête. On devrait situer cette période dynamique du capitalisme entre l'apparition de la machine à vapeur et le percement du Canal de Suez.

Il s'agit de quarante ans. Pendant ces quarante ans, l'État observe, il est absent et les théoriciens du libéralisme disent: vous, État, vous avez un seul devoir, faire en sorte que votre existence ne soit pas même

remarquée dans le secteur de l'économie. Mieux vous gouverner, moins vous vous occuperez des problèmes d'ordre économique.

Par conséquent, l'économie dans toutes ses manifestations n'est délimitée que par le Code pénal et par le Code de commerce.

Mais après 1870, un changement se produit. Ce n'est plus la lutte pour la vie, la libre concurrence, la sélection du plus fort. On aperçoit les premiers symptômes de la fatigue et de la déviation dans l'organisme capitaliste.

L'ère des cartels, des syndicats, des consortiums, des « trusts » commence. Je ne m'attarderai certainement pas à vous faire saisir la différence qui existe entre ces quatre institutions.

Les différences n'en sont pas très sensibles.

Ce sont les différences qui séparent les impôts des taxes. Les économistes ne les ont pas encore définies. Mais le contribuable qui se présente au guichet trouve qu'il est tout à fait inutile de discuter, car, taxe ou impôt, il doit payer. Ce n'est pas vrai que l'économie basée sur le trust, le cartel, le syndicat soit le résultat de la guerre, comme l'a dit un économiste italien de l'école libérale. Non, parce que le premier cartel du charbon constitué en Allemagne, à Dortmund, date de 1879.

En 1905, dix ans avant qu'éclate la Guerre mondiale, on comptait 62 cartels de la métallurgie.

Il y avait en 1904, un cartel de la potasse, en 1903, un cartel du sucre et 10 cartels dans l'industrie du verre. Dans l'ensemble, à cette époque, de 5 à 700 cartels se divisaient, en Allemagne, la direction de l'industrie et du commerce.

En France, en 1877, on fonde à Longwy le Bureau Industriel pour la métallurgie, en 1888, celui du pétrole, en 1881 toutes les Compagnies d'Assurances étaient déjà coalisées. Le cartel du fer en Autriche date de 1873; à côté des cartels nationaux, les cartels internationaux se développent. Le syndicat des fabriques de bouteilles est de 1907. Celui des fabriques de verres et glaces qui groupe Français, Anglais, Autrichiens et Italiens est de 1909.

Les fabricants de rails avaient constitué un cartel international en 1904. Le syndicat du zinc naît en 1899. Et je ne vous infligerai pas la lecture de tous les syndicats des produits chimiques, du textile, de la navigation et autres qui se sont constitués pendant cette période historique.

Le cartel du nitrate entre Anglais et Chiliens date de 1901. J'ai là toute la liste des « trusts » nationaux et internationaux et je vous en

fais grâce. On peut dire qu'il n'est secteur de la vie économique des Pays d'Europe et d'Amérique où ces forces caractéristiques du capitalisme ne se soient développées.

Mais, quelle en est la conséquence ? La fin de la libre concurrence.

La marge venant à manquer, les entreprises capitalistes trouvent préférable à la lutte, l'accord, l'alliance, la fusion pour arriver entre elles au partage des marchés et à la répartition des bénéfices.

La loi même de l'offre et de la demande n'est plus un dogme parce qu'à travers les cartels et les « truts » on peut agir sur l'offre et sur la demande ; finalement, cette économie capitaliste coalisée, trustée, s'adresse à l'État. Que lui demande-t-elle ? La protection douanière.

Le libre-échangeisme qui n'est qu'un aspect plus vaste de la doctrine du libéralisme économique, est frappé à mort. En effet, la Nation qui la première a élevé des barrières presque infranchissables, a été l'Amérique. Aujourd'hui, l'Angleterre elle-même a renié tout ce qui, jusqu'à présent, semblait traditionnel dans sa vie politique, économique et morale et depuis quelques années, elle se livre à un protectionnisme toujours plus rigide.

La guerre arrive. Après la guerre et comme conséquence de la guerre, l'entreprise capitaliste est à la merci de l'inflation. L'ordre de grandeur de l'entreprise passe du million au milliard. Les constructions dites verticales, vues de loin, donnent l'idée du monstrueux, de tours de Babel.

Les dimensions mêmes de l'entreprise dépassent la possibilité humaine. Avant, c'était l'esprit qui dominait la matière, maintenant c'est la matière qui plie et subjugue l'esprit.

Ce qui était physiologie devient pathologie, tout s'éloigne de la norme. Deux personnages — car dans la succession des choses humaines, les hommes représentatifs surgissent toujours à l'horizon — deux personnages peuvent être reconnus comme les représentants de cette situation : Kreuger, le fabricant suédois d'allumettes et Insull le brasseur d'affaires américain.

Avec cette sincérité brutale qui est dans nos habitudes de fascistes, nous ajouterons qu'il y a eu aussi en Italie des manifestations de ce genre : mais en somme, elles n'ont pas atteint de telles hauteurs.

Arrivé à cette phase, le supercapitalisme trouve son inspiration et sa justification dans l'utopie suivante : la Consommation illimitée. L'idéal du supercapitalisme serait la standardisation du genre humain, du berceau à la tombe.

Le supercapitalisme voudrait voir naître tous les hommes de la même taille et pouvoir faire les berceaux standardisés; il voudrait voir tous les enfants désirer les mêmes jouets, tous les hommes adopter le même uniforme, tous lire le même livre, avoir tous les mêmes préférences au cinéma, désirer tous enfin ce qu'on pourrait appeler une machine utilitaire.

Cela, non pas par caprice, mais parce que telle est la logique des choses et que seulement dans ces conditions le supercapitalisme peut dresser ses plans.

Quand l'entreprise capitaliste cesse-t-elle d'être un fait économique? Lorsque ses dimensions l'amènent à être un fait social. C'est à ce moment précis qu'elle se trouve dans la gêne et tombe de tout son poids dans les bras de l'État.

C'est à ce moment que naît l'intervention de l'État et cette intervention deviendra toujours plus nécessaire.

Ceux qui ignoraient l'État le recherchent fièvreusement.

Nous en sommes à un point tel que si dans toutes les Nations d'Europe, l'État s'endormait pendant 24 heures, cette parenthèse suffirait à déterminer un désastre.

Il ne reste plus de domaine économique où l'État ne doive intervenir.

Si nous voulions céder par pure hypothèse à ce capitalisme de la dernière heure, nous arriverions « de plano » au capitalisme d'État qui n'est que le socialisme d'État renversé ! Nous arriverions d'une manière ou d'une autre à la *fonctionnarisation* de l'économie nationale!

Telle est la crise du système capitaliste pris dans son sens universel.

Mais pour nous, il y a une crise spécifique qui nous touche d'une manière particulière comme Italiens et comme Européens. C'est une crise européenne, typiquement européenne.

L'Europe n'est plus le continent qui dirige la civilisation humaine. Voilà la constatation dramatique que les hommes qui ont le devoir de penser doivent admettre et faire admettre aux autres. Il y a eu un temps où politiquement, spirituellement, économiquement, l'Europe dominait le monde.

Elle le dominait politiquement par ses institutions politiques. Spirituellement, par tout ce que l'Europe a produit dans le domaine de l'esprit, au cours des siècles. Économiquement, parce que l'Europe était l'unique continent fortement industrialisé. Mais, au delà de l'Atlantique, la grande entreprise industrielle et capitaliste s'est

développée. En Extrême-Orient, le Japon qui après avoir pris contact avec l'Europe pendant la guerre de 1905, avance à grands pas vers l'Occident.

Le problème devient politique.

Parlons politique, d'autant plus que cette assemblée est essentiellement politique. L'Europe peut encore tenter de reprendre le timon de la civilisation universelle, si elle arrive à un « minimum » d'unité politique.

Il nous faut suivre ce qu'ont été nos directives constantes. L'entente politique de l'Europe ne peut pas se réaliser, si au préalable on ne répare de grandes injustices.

Nous sommes arrivés à un point extrêmement grave de cette situation; la Société des Nations a perdu tout ce qui pouvait lui donner un sens politique et une portée historique.

Et d'abord, celui qui l'avait inventée n'y est pas entré.

La Russie, les États-Unis, le Japon, l'Allemagne en sont absents.

Cette Société des Nations est partie d'un de ces principes très beaux quand on les énonce, mais qui examinés, disséqués, sectionnés se révèlent absurdes.

Quels sont les autres actes diplomatiques existants qui pourraient rétablir un contact entre les États?

Locarno? Locarno est une tout autre chose. Locarno n'a rien à voir avec le désarmement; par là, on ne peut pas passer.

On a fait ces derniers temps un grand silence autour du Pacte à quatre. Personne n'en parle, mais tout le monde y pense.

C'est justement pour cela que nous n'avons pas l'intention de prendre de nouvelles initiatives ni d'accélérer le rythme d'une situation qui devra logiquement et fatalement mûrir.

Demandons-nous maintenant: l'Italie est-elle une nation capitaliste?

Vous êtes-vous jamais posé cette question? Si par capitalisme on entend cet ensemble d'usages, de coutumes, de progrès techniques communs aujourd'hui à toutes les Nations, on peut dire que l'Italie elle aussi est capitaliste.

Mais si nous pénétrons plus au fond des choses et si nous examinons la situation du point de vue statistique, c'est-à-dire de la masse des différentes catégories économiques de la population, nous avons alors les données qui nous permettent de dire que l'Italie n'est pas une nation capitaliste au sens actuel du mot.

Les agriculteurs travaillant leurs propres terres sont au nombre de 2.943.000 à la date du 21 avril 1931, les fermiers de 858.000.

Il y a 1.631.000 métayers et colons, les autres agriculteurs salariés, ouvriers, journaliers de campagne sont au nombre de 2.475.000. Le total de la population attachée directement et immédiatement à l'agriculture est de 7.900.000.

Il y a 523.000 industriels, 841.000 commerçants, 724.000 artisans employés et patrons, 4.283.000 ouvriers salariés, 849.000 domestiques et hommes de peine; les forces armées de l'État s'élèvent à 541.000 hommes, y compris naturellement les forces de Police, les personnes exerçant une profession libérale ou un art sont au nombre de 553.000, les employés publics et privés 905.000. Le total de ce groupe et du précédent est de 17.000.000.

Les propriétaires et les rentiers ne sont pas nombreux en Italie. On en compte 201.000; les étudiants sont au nombre de 1.945.000; les ménagères, de 11.244.000.

Il y a aussi un autre chiffre: 1.295.000 qui se rapporte à d'autres conditions non professionnelles et qu'on peut interpréter de différentes manières.

Vous voyez immédiatement par ce tableau comme l'économie de la Nation italienne est variée, complexe et ne peut être définie par un type unique, pour cette raison aussi que les industriels qui figurent sous le chiffre imposant de 523.000 ont presque tous des entreprises de petite ou de moyenne importance. La petite entreprise va d'un minimum de 50 ouvriers à un maximum de 500. La moyenne industrie emploie de 500 à 5 ou 6.000 ouvriers; au delà de ces chiffres, on va vers la grande industrie et quelquefois on arrive au supercapitalisme.

Ce petit exposé vous permet aussi de voir combien Carl Marx avait tort lorsque suivant ses schémas apocalyptiques, il prétendait que la société humaine pouvait se diviser en deux classes nettement distinctes l'une de l'autre et éternellement irréconciliables.

L'Italie doit, à mon avis, rester une Nation à économie mixte, avec une agriculture forte, base de tout, et en effet, le petit réveil de l'industrie, constaté récemment est dû, et tel est l'avis unanime de tous ceux qui s'y entendent, aux bonnes récoltes de ces dernières années; avec une petite et moyenne industrie saines; avec une banque qui ne fasse pas de la spéculation; avec un commerce qui accomplisse scrupuleusement sa tâche qui est de porter rapidement et rationnellement les marchandises aux consommateurs.

Dans la déclaration que j'ai présentée hier soir, je définissais la Corporation telle que nous l'entendons et voulons la créer ; ses objectifs aussi étaient définis. Je vous ai dit que la Corporation est faite en vue du développement de la richesse, de la puissance politique et du bien-être du peuple italien. Ces trois éléments sont dépendants les uns des autres.

La force politique crée la richesse, et la richesse, à son tour, donne de la vigueur à l'action politique.

Je voudrais appeler de nouveau votre attention sur l'un des objectifs donnés : le bien-être du peuple italien. Il est nécessaire qu'à un certain moment les masses sentent et se rendent compte directement que ces organismes que nous avons créés sont les instruments grâce auxquels s'élève le niveau de leur vie.

Il faut qu'à un certain moment l'ouvrier, le travailleur de la terre puisse se dire et dire aux siens : si je vis réellement mieux aujourd'hui, je le dois aux institutions que la Révolution fasciste a créées.

Dans toutes les sociétés nationales, il y a une part inévitable de misère.

Il y a un certain nombre de gens qui vivent en marge de la société ; des institutions spéciales s'occupent d'eux. Ce qui doit nous tourmenter, c'est la misère des hommes sains et valides qui cherchent anxieusement et vainement du travail.

Mais nous devons vouloir que les ouvriers italiens qui nous intéressent parce qu'ils sont Italiens, ouvriers, fascistes, sentent que nous ne créons pas seulement ces organes pour donner forme à nos schémas doctrinaires, mais que nous créons des institutions qui doivent donner à un certain moment des résultats positifs, pratiques et tangibles.

Je ne m'attarde pas sur le rôle conciliateur que la Corporation peut jouer, et je ne vois aucun inconvénient non plus à l'exercice de son rôle consultatif. Il arrive même maintenant que chaque fois que le Gouvernement doit prendre des mesures d'une certaine importance, il appelle les intéressés.

Si demain cette consultation devient obligatoire pour des questions déterminées je n'y vois aucun inconvénient, car tout ce qui rapproche le citoyen de l'État, tout ce qui fait entrer le citoyen dans l'engrenage de l'État, est utile aux fins sociales et nationales du Fascisme.

Notre État n'est pas un État absolu et encore moins absolutiste, se tenant loin des hommes et armé seulement de lois inflexibles comme le doivent être les lois.

Notre État est un État organique, humain qui veut adhérer à la vie dans sa réalité.

La bureaucratie n'est pas aujourd'hui et veut être encore moins demain un diaphragme entre ce qui est oeuvre de l'État et les intérêts et les besoins effectifs et concrets du peuple italien.

Je suis absolument certain que la bureaucratie italienne qui est admirable, le sera de même demain en travaillant avec les Corporations, chaque fois que ce sera nécessaire pour arriver à une solution plus féconde des problèmes.

Mais le point de ma déclaration qui a le plus passionné cette Assemblée est celui qui se réfère aux pouvoirs législatifs à donner au Conseil National des Corporations.

D'aucuns, devançant les temps, ont déjà parlé de la fin de notre Chambre des Députés. Expliquons-nous.

La Chambre actuelle, sa législature étant terminée, doit être dissoute.

Secundo, ces quelques mois-ci ne suffisant pas pour créer les nouvelles Institutions corporatives, la nouvelle Chambre sera élue selon la méthode appliquée déjà en 1929.

Mais, à un certain point, la Chambre devra décider de son propre sort. Y aurait-il quelque part des fascistes qui voudraient se lamenter en face de cette hypothèse?

Quiqu'il en soit, nous n'essuierons pas leurs larmes.

Il est parfaitement concevable qu'un Conseil national des Corporations remplace « in toto » la Chambre des Députés actuelle. La Chambre des Députés ne m'a jamais plu. Au fond, cette Chambre des Députés est devenue un anachronisme, même son nom en est un: c'est une institution que nous avons trouvée et qui est étrangère à notre mentalité, à notre passion de fascistes.

La Chambre présuppose un monde que nous avons démoli; elle présuppose aussi la pluralité des partis et souvent et volontiers ce qu'on pourrait appeler l'assaut à la diligence. Du jour où nous avons annulé cette pluralité, la Chambre des Députés a perdu sa raison essentielle d'être.

Dans leur presque totalité les députés fascistes ont été à la hauteur de leur foi et il faut en conclure que leur sang était parfaitement sain puisqu'il ne s'est pas appauvri dans ces milieux où tout respire le passé.

Tout arrivera à son heure parce que nous n'avons pas de hâte. L'important est de fixer les principes, puisque c'est d'eux qu'on tire les conséquences fatales.

Lors de la création, le 13 janvier 1923, du Grand Conseil, les esprits superficiels auraient pu penser: on a créé une institution. Non, ce jour-là, on avait enterré le libéralisme politique.

Quand avec la Milice, défense armée du Parti et de la Révolution, quand avec la constitution du Grand Conseil, organe suprême de la Révolution on a renversé d'un coup ce qui était la théorie et la pratique du libéralisme, on est entré définitivement dans la voie de la Révolution.

Aujourd'hui, nous enterrons le libéralisme économique.

La Corporation joue sur le terrain économique comme le Grand Conseil et la Milice l'ont fait sur le terrain politique.

Le corporatisme est l'économie disciplinée et donc aussi contrôlée parce qu'on ne peut pas supposer une discipline non contrôlée.

Le corporatisme dépasse le socialisme et le libéralisme, il crée une nouvelle synthèse.

Il y a un fait symptomatique et sur lequel peut-être on n'a pas suffisamment réfléchi, c'est que la décadence du capitalisme coïncide avec la décadence du socialisme!

Tous les partis socialistes d'Europe sont en miettes!

Je ne parle pas seulement de l'Italie et de l'Allemagne, mais aussi d'autres pays.

Je ne dirais pas que les deux phénomènes dépendaient l'un de l'autre, mais il y a évidemment entre eux d'un point de vue strictement logique, une simultanéité d'ordre historique.

Voici pourquoi, l'économie corporative surgit à un moment déterminé, c'est-à-dire quand les deux phénomènes concomitants, capitalisme et socialisme ont donné tout ce qu'ils pouvaient donner.

Nous héritons de l'un et de l'autre ce qu'ils avaient de vital.

Nous avons rejeté la théorie de l'*homo oeconomicus* et nous nous sommes cabrés chaque fois que nous avons entendu dire que le travail est une marchandise.

L'*homo oeconomicus* n'existe pas, il y a l'homme intégral qui est politique, qui est économique, religieux, saint, guerrier.

Aujourd'hui, nous faisons un pas décisif dans la voie de la Révolution.

Le camarade Tassinari a dit justement que si une révolution veut être grande et laisser une empreinte profonde dans la vie d'un peuple, dans l'histoire, cette révolution doit être sociale.

Si vous regardez bien au fond des choses, vous verrez que la Révolution française a été éminemment sociale parce qu'elle a renversé

ce qui subsistait du Moyen-Age, des péages aux corvées, parce qu'elle a provoqué le vaste bouleversement de ce qui avait été la distribution des terres de la France et a créé ces millions de propriétaires qui ont été et sont encore une des forces solides et saines de ce Pays.

Autrement, tous croiront avoir fait une révolution. La révolution est une affaire sérieuse, ce n'est pas une conjuration de palais et encore moins un changement de ministère ou l'arrivée au pouvoir d'un parti qui en supprime un autre.

Il y a de quoi rire quand on lit que l'arrivée au pouvoir de la gauche, en 1876, fut appelée une révolution.

Et en dernier lieu, posons-nous cette question: le corporatisme peut-il être appliqué à d'autres Pays? Cette question, nous devons nous la poser, parce qu'on se la pose dans tous les autres Pays, partout où l'on étudie et où l'on fait des efforts pour comprendre.

Sans aucun doute, étant donnée la crise générale du capitalisme, des solutions corporatives s'imposeront partout, mais pour arriver à un corporatisme plein, complet, intégral, révolutionnaire, trois conditions doivent être remplies.

Un parti unique qui permette de joindre à la discipline économique, la discipline politique et qui soit, au-dessus des intérêts divergents, le lien qui unit tous les individus dans une foi commune.

Cela ne suffit pas. Après le parti unique, il faut l'État totalitaire c'est-à-dire l'État qui absorbe pour les transformer et les rendre puissants toute l'énergie, tous les intérêts, toute l'espérance d'un peuple.

Cela ne suffit pas encore. Troisième condition, la dernière et la plus importante: il faut vivre dans une période de très haute tension idéale.

Nous vivons dans cette période de très haute tension idéale.

Voici pourquoi nous donnerons, graduellement, force et consistance à toutes nos réalisations et nous traduirons en faits toute notre doctrine.

Comment nier que cette période qui est la nôtre, qui est fasciste, ne soit une période de haute tension idéale? Personne ne peut le nier. C'est le temps où les armes ont été couronnées de victoire. On renouvelle les institutions, on rachète la terre, on fonde les villes.

SUR LA LOI
POUR LES CORPORATIONS

13 janvier 1934-XII

Messieurs les Sénateurs, s'il ne s'agissait pas effectivement d'une matière inépuisable, j'aurais renoncé à la parole d'autant plus volontiers que la loi soumise à vos suffrages a été élaborée lentement et profondément: elle n'est pas née à l'improviste. On retrouverait ses précédents dans ce qu'on pourrait appeler l'histoire de l'origine du Fascisme: le premier rassemblement des Fasci de combat, il y a environ quinze ans, à Milan. Après la marche sur Rome, les premières tentatives d'organisation corporative ont été l'entrevue du Palais Chigi et le Pacte du Palais Vidoni. Puis c'est la loi du 3 avril 1926, suivie du règlement du 1^{er} juillet 1926 et de la Charte du Travail du 21 avril 1927. La première loi sur les corporations date de mars 1930.

Cette loi a été d'abord examinée par le Comité corporatif central, a été discutée ensuite au Conseil national des Corporations, a reçu sa confirmation au cours de longues et minutieuses discussions du Grand Conseil; elle a été revue par le Conseil des Ministres et vous a été présentée avec un rapport du Ministère des Corporations. Votre rapporteur, le camarade et quadrumvir De Vecchi y a ajouté un rapport carré dans son fond et ardent de foi.

Les discours qui ont été prononcés ici ont jeté de nouveaux faisceaux de lumière sur le projet que vous avez examiné.

Le discours du sénateur Bevione a été comme un coup d'œil circulaire qui nous a fait nettement remarquer certains aspects caractéristiques de la crise que nous sommes encore en train de traverser.

Le discours du sénateur Schanzer a été d'une extrême rigueur dialectique. Le sénateur Cavazzoni a mis en relief le paradoxe de cette époque vraiment... paradoxale de la civilisation contemporaine, où nous assistons à des phénomènes comme ceux-ci: le blé qui devient du combustible pour les locomotives, les sacs de café jetés à l'Océan, la destruction de la richesse tandis que des millions d'hommes pourraient s'en servir pour satisfaire leurs besoins urgents.

Dans le brillant début de son intéressant discours, le sénateur Cogliolo a souligné l'importance de l'adhésion au Régime et de l'encadrement des masses de ceux qu'on appelle intellectuels. Ce phénomène est typiquement italien et unique dans l'histoire, et même Platon qui, comme vous pourriez certainement me l'enseigner, ne manquait pas de sagesse, s'il est vrai que dès sa naissance les abeilles déposèrent leur miel sur ses lèvres, chassa de sa république les poètes et leurs pareils les jugeant dangereux pour le développement pacifique de la cité.

Nous créons un régime où tous ceux qu'on appelait une fois les travailleurs de la pensée, tous ceux qui tirent leurs moyens d'existence de leur profession, de leur art, vivent dans le Régime et lui apportent une contribution qu'on ne peut substituer par rien: celle de l'intelligence.

Le sénateur Marozzi a montré certains aspects du Corporatisme appliqué à l'agriculture. Et pour terminer, le sénateur Corbino — physicien de renommée universelle, comme chacun de vous le sait bien — a posé des questions de grande importance qui nous amènent à juger excellente la voie de la circonspection quand on s'engage sur le terrain de l'économie.

Cette loi n'est pas seulement le résultat d'une doctrine et d'ailleurs, il ne faut pas trop mépriser la doctrine puisqu'elle illumine l'expérience comme l'expérience rend valide la doctrine. Non seulement la doctrine, mais douze ans d'expérience vive, vécue, pratique, quotidienne, au cours desquels tous les problèmes de la vie nationale du point de vue de l'économie, problèmes toujours prismatiques et complexes, m'ont été exposés. J'ai dû les affronter, souvent les résoudre.

Quels sont les antécédents de cette loi? Les antécédents fondamentaux sont les suivants.

Le fait économique d'intérêt exclusivement privé et individuel n'existe pas. Du jour où l'homme s'est résigné ou s'est adapté à vivre en communauté avec ses semblables depuis ce jour aucun acte qu'il accomplit ne commence, ne se développe et ne se conclut dans sa personne, mais a des répercussions qui vont au delà.

Il faut également situer dans l'histoire le phénomène qu'on appelle capitalisme, cette forme déterminée de l'économie qu'on appelle l'économie capitaliste. L'économie capitaliste est un fait du siècle dernier et du nôtre. L'antiquité ne l'a pas connu! Le livre de Salvioni est définitif et épuise la matière. Pas même le Moyen-Age ne l'a connu! Nous sommes toujours dans une époque d'artisanat plus ou moins vaste. Qui dit capitalisme, dit machine; qui dit machine, dit usine. Le capitalisme est donc lié à l'apparition de la machine; il se développe surtout quand on peut transporter l'énergie à distance et quand, dans des conditions tout à fait différentes de celles où nous vivons, une division rationnelle et universelle du travail est possible.

C'est cette même division du travail qui faisait dire dans la seconde moitié du XIX^e siècle à l'économiste anglais, Stanley Jevons: « Les plaines de l'Amérique du Nord et de la Russie sont nos terres à blé.

Chicago et Odessa, nos greniers, le Canada et les Pays Baltiques, nos forêts; l'Australie élève pour nous ses troupeaux, l'Amérique, ses bœufs; le Pérou nous envoie son argent, la Californie et l'Australie, leur or; les Chinois cultivent pour nous le thé, les Hindous, le café; le sucre et les épices arrivent dans nos ports; la France et l'Espagne sont nos vignobles, la Méditerranée, notre jardin ».

Tout cela naturellement avait pour contre-partie le charbon, les cotonnades, les machines, etc.

On pourrait penser que dans cette première phase du capitalisme (je l'ai définie ailleurs dynamique et même héroïque), le fait économique a été de nature surtout individuelle et privée. Les théoriciens de ce moment-là excluaient de la manière la plus absolue l'intervention de l'État dans les affaires économiques et ils ne demandaient à l'État que d'être absent et de donner à la Nation la sécurité et l'ordre général. C'est également dans cette période que le phénomène du capitalisme industriel avait dans sa classe dirigeante, une tradition familiale, et là où elle s'est conservée, elle a été de la plus grande utilité; il y a les dynasties des grands industriels qui se transmettent de père en fils non seulement l'usine, mais aussi un sens d'orgueil et même un point d'honneur.

Mais déjà Fried dans son livre *La fin du capitalisme*, tout en limitant ses observations à l'Allemagne, est amené à constater que de 1870 à 1890 ces grandes dynasties d'industriels sont en décadence, se morcellent, se dissipent, deviennent insuffisantes. C'est dans cette période que la société anonyme fait son apparition. Il ne faut pas croire que la société anonyme soit une invention diabolique, ou un produit de la méchanceté humaine. Il ne faut pas trop souvent mêler les dieux et les diables à nos affaires. La société anonyme naît lorsque le capitalisme, ses proportions s'étant accrues, ne peut plus compter sur la richesse de la famille ou sur celle de petits groupes, mais doit faire appel par l'émission d'actions et d'obligations au capital anonyme, indifférencié, colloïdal. C'est le moment où au lieu du nom apparaît la sigle. Seulement ceux qui sont pratiquement initiés à cette espèce de mystériosophie financière savent lire « sous le voile des vers étranges ».

Le sénateur Bevione en vous parlant a cité la « Sofindit » mais je crois que la plupart d'entre vous ne savent pas avec précision ce qui se cache sous ce mot de saveur vaguement ostrogothe. La « Sofindit » n'est pas une entreprise industrielle: c'est une maison de convalescence où on envoie en observation et en traitement des organismes plus ou

moins en mauvais état. Vous ne serez pas indiscrets, je l'espère, au point de me demander qui paie les frais de ces séjours plus ou moins prolongés.

Dans cette période, quand l'industrie en tirant parti de son prestige et de sa force ne peut placer son capital, elle a recours à la banque.

Quand une entreprise fait appel au capital de tous, elle perd son caractère privé, elle devient un fait public ou, si vous préférez, social.

Et ce phénomène se manifestait avant la guerre par une profonde transformation de tout l'organisme capitaliste et vous pourriez vous documenter en lisant le livre de Francesco Vito: *I sindacati industriali e i cartelli*. Le rythme de cette transformation va s'accéléralant avant la guerre, pendant la guerre et après.

On ne fuit plus l'intervention de l'État comme un malheur, on la sollicite. L'État doit-il intervenir? Sans aucun doute. Mais comment?

Les formes de l'intervention de l'État, en ces derniers temps, ont été de nature diverse, variée, et en contraste, entre elles.

Il y a l'intervention inorganique, empirique, cas par cas. Elle a été appliquée dans tous les pays, même dans ceux qui, jusqu'à ces derniers temps, tenaient haut le drapeau du libéralisme économique.

Il y a une forme d'intervention, celle du communisme, pour laquelle je n'ai aucune espèce de sympathie, même à distance, M. le sénateur Corbino ! Pour mon compte, j'exclus l'idée que le communisme appliqué à l'Allemagne aurait donné des résultats différents de ceux qu'il a donnés en Russie ! Quoqu'il en soit, il est évident que les Allemands n'en ont rien voulu savoir.

Ce communisme, tel qu'il nous apparaît dans certaines de ses manifestations d'américanisme exaspéré (les extrêmes se touchent) n'est qu'une forme de socialisme d'État, n'est que la bureaucratisation de l'économie. Je crois qu'aucun de vous ne veut bureaucratiser c'est-à-dire congeler ce qui est la réalité de la vie économique de la nation, réalité compliquée, changeante, liée aux événements qui se succèdent dans le monde et surtout réalité telle que lorsqu'elle amène à commettre des erreurs, ces erreurs ont des conséquences imprévisibles.

L'expérience américaine mérite d'être suivie avec beaucoup d'attention. Même aux États-Unis, l'intervention de l'État dans les affaires économiques est directe; quelquefois elle prend des formes

péremptoires. Ces codes ne sont que des contrats collectifs que les uns et les autres, contraints par le Président, doivent subir.

Avant de porter un jugement sur cette expérience, il est nécessaire d'attendre. Je voudrais seulement exprimer d'avance mon opinion qui est celle-ci: les manœuvres monétaires ne peuvent conduire à une hausse effective et durable des prix. Si on veut donner des illusions au genre humain, on peut recourir à ce qu'on a appelé une fois la tonte de la monnaie. Mais l'opinion de tous ceux qui n'obéissent pas à un empirisme d'ordre économique et social est très nette: l'inflation est le chemin qui conduit à la catastrophe. Mais qui peut penser que la multiplication des signes monétaires augmente effectivement la richesse d'un peuple? Quelqu'un a déjà fait la comparaison suivante: ce serait comme si en reproduisant un million de fois le même cliché du même individu, on considérait la population augmentée d'un million d'hommes. Mais n'y a-t-il donc pas eu des expériences? Des assignats français au mark de l'après guerre allemand?

Quatrième expérience: celle du Fascisme. Si l'économie libérale est l'économie des individus en état de liberté plus ou moins absolue, l'économie corporative fasciste est l'économie des individus, mais aussi des groupes associés et aussi de l'État.

Quels en sont les caractères? Quels sont les caractères de l'économie corporative? L'économie corporative respecte le principe de la propriété privée. La propriété privée complète la personnalité humaine: c'est un droit et si c'est un droit, c'est aussi un devoir. C'est tellement vrai que nous pensons que la propriété privée doit être envisagée en fonction de la société; non pas, donc, la propriété passive mais la propriété active qui ne se limite pas à jouir des fruits de la richesse, mais les développe, les augmente, les multiplie.

L'économie corporative respecte l'initiative individuelle. Dans la Charte du Travail, il est dit expressément que c'est seulement quand l'économie individuelle est inintelligente, inexistante ou insuffisante que l'État intervient. Je donnerai cet exemple frappant: l'État seul avec ses moyens puissants peut bonifier la Campagne Pontine.

L'économie corporative met de l'ordre, même dans l'économie. S'il y a un phénomène où l'ordre doit régner, un phénomène qui doit être orienté vers des fins déterminées, c'est précisément le phénomène économique qui intéresse la totalité des citoyens.

Non seulement l'économie industrielle doit être disciplinée, mais aussi l'économie agricole (dans les temps faciles, même des agriculteurs

ont fait fausse route) l'économie commerciale, l'économie des banques et même celle de l'artisanat.

Comment cette discipline doit-elle se traduire dans les faits? Par l'autodiscipline des catégories intéressées.

Seulement dans un second temps, si les catégories ne trouvent pas entre elles le chemin de l'accord et de l'équilibre, l'État pourra intervenir et même dans ce domaine il en aura le droit souverain, puisqu'il représente l'autre terme du binôme: le consommateur. La masse anonyme, n'étant pas encadrée en tant que consommatrice, dans des organisations spéciales, doit être protégée par l'organe qui représente la collectivité des citoyens.

Maintenant, quelqu'un pourrait être amené à me demander: Et si la crise finissait? Je réponds: surtout, alors! Il ne faut pas trop se bercer d'illusions sur le cours rapide de cette crise. Les suites en seront longues. En tout cas, même si par hasard, demain une reprise économique générale se produisait et si on revenait aux conditions du climat économique de 1914 qu'on a rappelées tout à l'heure, surtout alors la discipline serait nécessaire, parce que les hommes oublient facilement et seraient amenés à commettre les mêmes sottises, à répéter les mêmes folies.

Cette loi, messieurs les sénateurs, est entrée dans la conscience du peuple italien. Le peuple italien l'a montré ces jours-ci. Ce peuple italien admirable, laborieux, infatigable, économe a donné à cette loi huit milliards de votes qui valent une lire l'un. Il a démontré, aussi bien que vos discussions, que cette loi n'est pas une menace, mais une garantie, qu'elle n'est pas un danger, mais un salut suprême.

Étapes de l'exécution. La loi votée, nous procéderons à la constitution des corporations. Le Grand Conseil a examiné le texte de la loi et a défini dans ses discussions les caractères et la composition des corporations. Une fois les corporations constituées, nous en suivrons le fonctionnement qui devra être rapide, non alourdi par la bureaucratie.

Même dans le fonctionnement de cette institution, il faudra tenir compte de la dépense. Pour juger une institution, il faut aussi tenir compte du rapport entre ce qu'elle rend et ce qu'elle coûte. Il ne faut donc pas craindre une augmentation de la bureaucratie. Il faut se rendre compte qu'on ne peut songer à une organisation humaine sans un minimum de bureaucratie.

Quand nous aurons vu, suivi, contrôlé dans sa pratique et ses effets le fonctionnement des corporations, nous arriverons à la troisième phase, c'est-à-dire à la phase qui s'appelle: réforme constitutionnelle. C'est seulement dans cette troisième phase que le sort de la Chambre des Députés sera décidé.

Comme vous le voyez par tout ce que je vous ai dit avant et par ces brèves déclarations, nous avançons avec un grand calme. Nous n'accélérons pas du tout le rythme; nous sommes sûrs de nous-mêmes et nous avons, en tant que Révolution fasciste, ce siècle tout entier devant nous.

DISCOURS AUX OUVRIERS
DE MILAN

6 octobre 1934-XII

Chemises Noires de Milan, camarades ouvriers!

Ce formidable rassemblement de peuple ferme le cycle de mes trois journées milanaïses.

Les ruraux ont commencé. Leurs dons considérables serviront à soulager la gêne de nombreuses familles des diverses régions d'Italie. Je signale à la Nation cette merveilleuse preuve de civisme et de solidarité nationale donnée par les ruraux de la province de Milan.

Aujourd'hui, le cœur de cette ville toujours jeune et très vigoureuse à laquelle ma vie est attachée indissolublement, ralentit un peu ses fortes pulsations.

Vous êtes ici en ce moment les protagonistes d'un événement que l'histoire politique de demain appellera « le discours aux ouvriers de Milan ».

En ce moment des millions et des millions d'Italiens vous entourent. Et aussi au-delà des mers et au-delà des monts, on est en train d'écouter.

Je vous demande quelques minutes d'attention. Quelques minutes seulement, mais qui vous donneront peut-être matière à de plus longues méditations.

L'accueil de Milan ne m'a pas surpris, il m'a ému. Ne soyez pas étonnés de cette affirmation. Le jour où le cœur ne serait plus capable de vibrer, ce jour signifierait la fin.

Il y a cinq ans, à cette même date, les colonnes d'un temple qui semblait défier les siècles s'écroulaient dans un immense fracas. D'innombrables fortunes s'anéantissaient, et nombreux furent ceux qui ne survécurent pas au désastre. Qu'y avait-il sous ces décombres? Non seulement la ruine de peu ou de beaucoup d'individus, mais la fin d'une période de l'histoire contemporaine, la fin de cette période qu'on peut appeler celle de l'économie libérale-capitaliste.

Ceux qui regardent toujours plus volontiers du côté du passé ont parlé de crise. Il ne s'agit pas de crise au sens traditionnel, historique du mot, il s'agit du passage d'une phase de civilisation à une autre phase.

Ce n'est plus l'économie qui part du profit individuel pour prendre son rythme mais c'est l'économie qui se préoccupe de l'intérêt collectif.

Devant ce déclin admis et irrévocable, deux solutions se présentent pour donner au phénomène de la production sa discipline nécessaire.

Par la première, on étatiserait toute l'économie de la Nation. C'est une solution que nous repoussons parce que, entre autres raisons, nous n'avons pas l'intention de multiplier par dix le nombre déjà imposant des employés de l'État.

L'autre solution est celle qui est imposée par la logique et par le développement des choses. C'est la solution corporative, c'est la solution de l'autodiscipline de la production confiée aux producteurs. Quand je dis producteurs, je ne veux pas seulement parler des industriels ou des employeurs, mais j'entends aussi les ouvriers.

Le Fascisme établit l'égalité véritable et profonde de tous les individus devant le travail et devant la Nation. La différence est seulement dans l'échelle et dans l'ampleur de la responsabilité individuelle.

Parlant aux foules de la populeuse et audacieuse Bari, j'ai dit que l'objectif du Régime dans le domaine économique est la réalisation d'une plus haute justice sociale pour tout le peuple italien.

Cette déclaration, cet engagement solennel je les confirme aujourd'hui devant vous et cet engagement sera intégralement maintenu.

Que signifie cette plus haute justice sociale ? Elle signifie le travail assuré, le salaire équitable, la maison décente, elle signifie la possibilité d'évoluer et de s'améliorer incessamment ; ce n'est pas suffisant : elle signifie que les ouvriers, les travailleurs doivent entrer toujours plus dans le secret du processus de la production, et participer toujours plus à sa discipline nécessaire.

Les masses des ouvriers italiens, de 1929 à aujourd'hui se sont approchées de la Révolution fasciste. Quelle attitude pouvaient-ils avoir ? Peut-être celle de l'hostilité ou de la réserve ?

Mais comment peut-on être hostile à un mouvement qui réunit la partie la meilleure du peuple italien et qui exalte sa passion insouviée de grandeur ? Peut-être l'attitude de l'indifférence ? Mais les indifférents n'ont jamais fait et ne feront jamais l'histoire.

Il ne restait que la troisième attitude : celle que les masses ouvrières ont déjà choisie, réalisée : celle de l'adhésion explicite, claire, très franche à l'esprit et aux institutions de la Révolution fasciste.

Si le siècle passé a été le siècle de la puissance du capital, ce vingtième siècle est celui de la puissance et de la gloire du travail.

Je vous dis que la science moderne est arrivée à multiplier les possibilités de la richesse; la science contrôlée et aiguillonnée par la volonté de l'État doit résoudre l'autre problème: le problème de la distribution de la richesse d'une manière telle que ce fait illogique, paradoxal, et en même temps cruel de la misère au milieu de l'abondance, ne se produise plus. Pour cette grande création, nous avons besoin de toutes les énergies, de toutes les volontés.

Pour cette grande création qui a porté l'Italie à l'avant-garde de tous les Pays du monde, il est nécessaire que, du point de vue international, l'Italie soit laissée tranquille.

Les deux choses se tiennent: voici pourquoi, devant vous, je regarderai rapidement l'horizon autour de nous, en me limitant aux Pays qui sont à nos frontières et avec lesquels il faut avoir une attitude qui ne peut être celle de l'indifférence: ou elle est hostile ou elle est amicale.

Commençons par l'Orient; il est évident qu'il n'y a pas de grandes possibilités d'améliorer nos rapports avec notre voisine d'au-delà du Mont Nevoze et d'outre Adriatique tant que continueront à se déchaîner sur ses journaux des polémiques qui nous blessent au plus profond de notre chair. La première condition d'une politique d'amitié qui ne reste pas frigorifiée dans les protocoles diplomatiques, mais qui descende un peu vers le cœur des multitudes, la première condition est de ne mettre aucunement en doute la valeur de cette Armée Italienne qui a combattu pour tous; qui a laissé des lambeaux de chair dans les tranchées du Carso, dans celles de Macédoine, et dans celles de Bligny; qui a sacrifié plus de six cent mille hommes pour la Victoire commune, et cette Victoire n'a commencé à être « commune » qu'en juin et sur les bords du Piave.

Toutefois nous qui nous sentons forts et qui le sommes, nous pouvons offrir encore une fois la possibilité d'une entente pour laquelle des conditions précises de fait existent. Nous avons défendu et nous défendrons l'indépendance de la République autrichienne, indépendance qui a été consacrée par le sang d'un Chancelier qui était petit de taille, mais grand d'âme et de cœur. Ceux qui affirment que l'Italie a des visées agressives et qu'elle veut imposer à cette République une sorte de protectorat, ou ne sont pas au courant des faits ou bien mentent, sachant qu'ils mentent. Ceci me donne l'occasion d'affirmer que le développement de l'histoire de l'Europe sans l'Allemagne est inconcevable, mais il est nécessaire que certains courants

et certains cercles allemands ne donnent pas l'impression que c'est l'Allemagne qui veut rester étrangère à la marche de l'histoire européenne.

Nos rapports avec la Suisse sont excellents et demeureront tels non seulement dans les dix prochaines années mais pendant une période qu'on peut prévoir de bien plus longue durée. Nous désirons seulement que l'italianité du Tessin soit conservée et rendue puissante et cela non seulement, dans notre intérêt mais surtout dans l'intérêt et pour l'avenir de la République Suisse.

Il n'y a pas de doute que depuis au moins un an, nos rapports avec la France sont considérablement améliorés.

Laissez-moi ouvrir une petite parenthèse: votre tenue devant cet exposé est si finement intelligente qu'elle me démontre et me prouve de nouveau que si les méthodes de travail de la diplomatie doivent être réservées, on peut très bien parler directement au peuple quand on veut marquer les directives de la politique étrangère d'un grand Pays comme l'Italie. L'atmosphère est améliorée, et si nous arrivons à des accords, ce que nous désirons vivement, ce sera très utile et très fécond pour les deux Pays et pour l'intérêt général de l'Europe. On verra tout cela entre la fin d'octobre et les premiers jours de novembre.

L'amélioration des rapports entre les peuples d'Europe est d'autant plus utile que la Conférence du désarmement a fait faillite.

Sans aucun doute, le citoyen Henderson, comme tout Anglais qui se respecte, est tenace; mais il ne réussira en aucune manière à ressusciter le Lazare désarmeur qui est profondément écrasé et enseveli sous l'amas des cuirassés et des canons.

Les choses étant ainsi, vous ne serez pas surpris si nous insistons résolument sur la préparation intégrale et militaire du peuple italien. C'est là l'autre aspect du système corporatif. Pour que le moral des troupes du travail soit élevé comme il est nécessaire qu'il le soit, nous avons proclamé le postulat de la plus haute justice sociale pour le peuple italien car un peuple qui ne trouve pas dans son propre pays des conditions de vie digne de ce temps européen, italien et fasciste, est un peuple qui à l'heure du besoin ne rend pas tout ce dont il serait capable.

L'avenir ne peut être établi comme un itinéraire ou un horaire. Il ne faut pas faire d'hypothèques à trop longue échéance. Nous avons dit, réaffirmé, parce que nous en sommes convaincu, que le

Fascisme sera le modèle de la civilisation européenne et italienne de ce siècle.

Et quant à l'avenir certain ou incertain, une chose reste comme une base de granit qui ne se laisse ni rayer, ni démolir: cette base, c'est notre passion, notre foi et notre volonté.

Si c'est la paix véritable, la paix féconde, qui ne peut être accompagnée que de la justice, nous pourrons orner les cannes de nos fusils du rameau d'olivier. Mais si cela n'arrivait pas, soyez bien sûrs que nous, nous trempés dans le climat du Littorio, nous parerions la pointe de nos baïonnettes du laurier et du chêne de la victoire.

À L'ASSEMBLÉE
DES CONSEILS DES CORPORATIONS

8 novembre 1934-XIII

Camarades! Cette imposante assemblée, la plus imposante peut-être de l'histoire d'Italie, est en elle-même un événement par le lieu où elle se tient, par le moment où elle a été convoquée, par le style qui la distingue.

L'accompagner d'un quatrième discours, qui s'ajouterait aux précédents qui sont déjà très clairs si non dogmatiquement définitifs, du 14 novembre, du 13 janvier, du 6 octobre de l'an XII, serait superflu. Quelques déclarations sommaires suffiront.

Cette assemblée n'est pas seulement imposante par le nombre de ceux qui y participent mais elle est sans précédents par son caractère et par ses objectifs.

C'est une assemblée révolutionnaire, c'est-à-dire une de celles qui agissent avec méthode et avec enthousiasme pour déterminer dans les institutions, dans les lois et dans les coutumes, les transformations politiques et sociales devenues nécessaires dans la vie d'un peuple.

Je suis sûr que vous tous qui avez le privilège de vivre cette heure au Capitole, vous êtes profondément conscient du devoir historique de cette assemblée où toute la Nation, dans toutes ses expressions est représentée.

Les 22 Corporations sont formées et elles commencent dès aujourd'hui leur existence effective et agissante dans chaque secteur et dans tous à la fois, pour les problèmes d'ordre général, c'est-à-dire politiques, au sein de cette assemblée qui elle aussi commence à vivre aujourd'hui et qui remplacera, quand l'heure sera venue, une autre institution appartenant à une phase historique dépassée.

Faut-il répéter encore une fois que les Corporations ne sont pas fins en elles-mêmes? Mais des instruments pour atteindre des buts déterminés. C'est là une « donnée » qui est maintenant commune.

Quels sont les buts à atteindre? A l'intérieur une organisation qui diminue graduellement et inflexiblement les distances entre les plus grandes possibilités de la vie et les plus petites ou les infimes. C'est ce que j'appelle une plus haute « justice sociale ».

Dans ce siècle, on ne peut pas admettre que la misère matérielle soit inévitable, on peut accepter seulement la triste fatalité de la misère physiologique. L'absurdité de la famine provoquée artificiellement ne peut durer. L'une et l'autre dénoncent très haut l'insuffisance du système.

Le siècle passé a proclamé l'égalité des citoyens devant la loi et ce fut une conquête d'une portée formidable; le siècle fasciste non seulement maintient mais consolide ce principe, et il en ajoute un autre non moins fondamental: l'égalité des hommes devant le travail compris comme un devoir et comme un droit, comme la joie créatrice qui doit élargir et ennoblir l'existence non l'humilier, ni la déprimer. Une telle égalité de base n'exclut pas, elle exige même la différenciation très nette des hiérarchies du point de vue des fonctions, du mérite, des responsabilités.

En face de l'étranger la Corporation a pour but d'augmenter sans arrêt la puissance globale de la Nation en vue de son expansion dans le monde. Il faut bien affirmer la valeur internationale de notre organisation, puisque c'est seulement sur le terrain international que les races et les nations se mesureront, quand l'Europe, dans quelque temps, malgré notre désir ferme et très sincère de collaboration et de paix, arrivera de nouveau à un autre tournant de son destin.

Aujourd'hui, 10 novembre de l'an XIII, la grande machine se met en mouvement. Il ne faut pas en attendre des miracles immédiats. Il faut même ne pas en attendre du tout, surtout si le désordre politique, économique, moral dont souffre une si grande partie du monde, continue encore.

Le miracle n'appartient pas à l'économie. Mais une volonté, une organisation, une méthode appartiennent à la politique dont l'économie est un élément et une force.

Il faut se préparer à une phase expérimentale plus ou moins longue, et il faudra, quant au rendement, compter non seulement sur l'efficacité des choses mais aussi sur les rectifications indispensables à apporter à la mentalité des hommes et sur leur sélection quand ils auront été à l'épreuve. C'est ce qui est en train de se produire par l'œuvre du Fascisme.

Puisqu'on a reconnu que la crise est «du» système, et ce qui est arrivé et ce qui arrive le confirme de nouveau, il faut aller courageusement vers la création d'un nouveau système: le nôtre: l'économie disciplinée, portée à une plus haute puissance, harmonisée en vue surtout d'une utilité collective, par les producteurs eux-mêmes entrepreneurs, techniciens, ouvriers et cela par l'intermédiaire des Corporations créées par l'Etat. Quant à l'Etat, il représente le tout, c'est-à-dire l'autre face aussi du phénomène: le monde de la consommation.

Quels développements pourra avoir l'organisation corporative en Italie et ailleurs, du point de vue de la création et de la distribution des biens? Ce serait prématuré de le dire. Nous sommes à un point de départ, non pas à un point d'arrivée.

Mais puisque le corporatisme fasciste représente la donnée « sociale » de la Révolution, elle engage d'une manière catégorique tous les hommes du Régime où qu'ils soient encadrés et de quelque façon que ce soit, à en garantir le développement et la durée féconde.

Bien des espérances dans ces temps de confusion universelle, de misère aiguë, de forte tension politique accompagnent, et non seulement en Italie, la naissance des Corporations.

De telles espérances ne doivent pas être et ne seront pas déçues. On peut compter sûrement sur la volonté et sur la foi des hommes, mais plus encore sur la lutte des principes qui du lointain 1919 conduisent vers l'avenir la triomphante Révolution des Chemises Noires.